

Alors, monsieur le Président, les grands bénéficiaires de cet Accord, ce seront nos enfants. Ils vivront dans un pays où différentes opportunités leur seront offertes. Ils vivront dans un Canada riche et prospère. Ils utiliseront leurs nombreuses aptitudes et talents et surtout, ils posséderont tous les outils nécessaires afin d'atteindre l'excellence. Ils auront accès au plus grand marché mondial, soit celui des États-Unis d'Amérique.

Cette entente bilatérale comporte de nombreux avantages pour nos commerçants. Ils feront connaître nos produits fabriqués ici même au Québec à plus de 250 millions de consommateurs américains. De plus, cette entente nous permettra d'accéder aux marchés mondiaux car le marché américain est d'envergure mondiale.

La prospérité du Canada dépend largement du commerce et des millions d'emplois dépendent de notre capacité à exporter nos produits.

Le petit coin de pays que j'ai l'honneur et le privilège de représenter à la Chambre a éprouvé au cours des dernières années certaines difficultés sur le plan économique. Des pertes d'emplois associées à la fermeture d'usines et d'entreprises ont créé cette situation. Cela était dans le temps des libéraux, monsieur le Président, quand ils ont fermé quatre raffineries. Nous avons travaillé avec acharnement afin de remettre l'est de Montréal sur pied et nous avons réussi.

Il y a eu une raffinerie qui a fermé ses portes à l'époque, en 1984 et nous avons injecté 10 millions de dollars pour la sauver.

Également, monsieur le Président, depuis 1984, 2 500 emplois dans la circonscription de Mercier ont été créés. Je suis fière de porter la bannière conservatrice.

Également, je vous dirais, monsieur le Président, que plusieurs compagnies se sont «expansionnées» et ont modernisé leurs industries en fonction de l'application du libre-échange.

Effectivement, des secteurs manufacturiers pétrochimiques et autres verront leur productivité et leur rendement s'accroître, voire même, un redéploiement industriel très important.

Les Québécois perçoivent les négociations commerciales comme étant un moyen d'atteindre cinq grands objectifs, soit de faire du Québec une société productive et compétitive, développer et encourager l'investissement, créer un nombre substantiel d'emplois, renforcer sa base technologique et finalement, monsieur le Président, combattre le protectionnisme montant.

Bref, le Québec espère développer une économie dynamique capable de s'adapter avec plus de flexibilité à son environnement et de mieux saisir les opportunités de changement qu'offre l'internationalisation de ces perspectives de marchés.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

J'aimerais rajouter, monsieur le Président, que pendant la campagne électorale, il y a eu des manoeuvres et des mesures malhonnêtes et déloyales de la part des libéraux et du NPD, et ils continuent encore à la Chambre aujourd'hui, ils s'amuse à faire peur aux personnes âgées, aux femmes, à tous les gens qui bénéficient des programmes sociaux. Vous devriez avoir honte de faire une chose comme cela.

Monsieur le Président, j'aimerais dire que le candidat libéral dans ma circonscription, pendant la campagne, se promenait en disant: Ne votez pas pour elle, elle est enceinte et elle ne s'occupera pas de vous! Quelle honte! Et quel misogynne! Voyez où il est aujourd'hui! Il est resté à Montréal. Il n'est pas venu ici, à Ottawa.

Monsieur le Président, j'aimerais rassurer la population canadienne, toutes les personnes âgées, les femmes, tous ceux qui bénéficient des programmes sociaux, en leur disant que leurs programmes sociaux ne seront jamais, jamais coupés. Cela ne fait pas partie des négociations du libre-échange, comme le disait si bien tantôt mon collègue de Okanagan—Similkameen—Merritt (M. Whittaker). Il devrait avoir honte de dire des choses comme cela et de faire peur aux personnes âgées, leur dire qu'avec le traité de libre-échange, leurs pensions de sécurité de la vieillesse vont être coupées. Je trouve cela ridicule.

Également, monsieur le Président, j'aimerais citer les paroles de M. Broadbent: «Le premier ministre a reçu un mandat clair. L'Entente avec toutes les failles qu'elle comporte a reçu l'approbation de la population. Il ne serait pas approprié de s'y opposer maintenant. Je crois que nous avons épuisé tous les recours.»

Mais aujourd'hui, monsieur le Président, le chef du Nouveau parti démocratique, qui n'est même pas là ce soir, nous dit cela et il continue à nous retarder dans l'adoption du projet sur le libre-échange. Je trouve cela honteux. Cela coûte de l'argent aux Canadiens en taxes. Combien pensez-vous que cela coûte siéger ce soir?

Alors, j'aimerais leur demander d'approuver... Je pense que la population nous a donné un mandat clair. Elle veut le libre-échange et j'espère que vous allez l'appuyer.

• (2300)

[Traduction]

M. Fontana: Monsieur le président, je suis fier et honoré de représenter les gens de London-Est. Je les remercie de la confiance qu'ils m'ont témoignée.

Je dois dire, pour commencer, que l'annonce par le leader adjoint du gouvernement qu'il invoquera la clôture encore une fois demain est absolument inacceptable et insensée. Cela signifie qu'une majorité de Canadiens sont encore une fois empêchés de faire connaître leur position au gouvernement. Les députés de l'opposition